

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

AVRIL 1967

SAURONS-NOUS GAGNER LES GREVES ?

Licenciements dans les chantiers navals de l'Ouest. Licenciements dans les mines de fer de Lorraine. Licenciements à la GENERAL-MOTORS, chez HISPANO-SUIZA. Licenciements et déclassements dans l'imprimerie. Un peu partout, accélération des cadences, détérioration des conditions de travail, blocage des salaires. En deux ans, la production de l'industrie française a augmenté de 10%; l'emploi, au total, n'a pas changé. Non seulement le chômage officiel a augmenté, mais des centaines de milliers de jeunes, arrivés à l'âge de travailler, ne trouvent pas d'emploi et restent à la charge de leurs parents.

Ce n'est pas une catastrophe soudaine qui s'est abattue sur le pays. Ce sont les résultats d'une politique patiemment poursuivie depuis des années par les capitalistes. Pas seulement ceux de France: en Allemagne, en Italie, en Angleterre, c'est pareil. Chaque groupe capitaliste "rationalise" à tour de bras. Chacun s'efforce de bloquer les salaires, de faire produire 15 pièces là où on en sortait péniblement 10, de déclasser comme manoeuvres des ouvriers qui se croyaient protégés par leur qualification.

Dans ce coup de balai général, aucun secteur n'est épargné. Les chemins de fer et la poste sont touchés au même titre que le textile ou la métallurgie. Ceux qui se croient aujourd'hui à l'abri parce que "la boîte tourne bien" se mordront les doigts demain d'avoir laissé licencier ceux de l'usine d'à côté. Par la concurrence, les capitalistes se poussent les uns les autres à pressurer toujours davantage les travailleurs. Celui qui reste en arrière finit par se trouver au bord de la faillite, et doit mettre les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu.

La concurrence de plus en plus acharnée des groupes capitalistes explique en partie la crise des chantiers navals ou les "difficultés" de BERLIET et de RHODIACETA. Que chaque groupe s'efforce de rejeter ses difficultés sur le dos des travailleurs, il n'y a là rien d'inhabituel. Ce qui est nouveau, du moins en France, c'est que pour la première fois depuis des années on voit se manifester une résistance ouvrière contre cette pratique.

Non seulement des grèves éclatent - chez DASSAULT à Bordeaux, sur les docks de Marseille, chez BERLIET et RHODIACETA dans la région lyonnaise, aux chantiers navals de Saint-Nazaire, dans les mines de fer de Lorrain-

ne etc...- mais elles prennent des formes dont on avait perdu l'habitude depuis pas mal de temps. Au lieu des ridicules débrayages d'une demi-heure, ce sont des grèves totales qui se prolongent pendant des semaines, avec des piquets de grève résolus, parfois même avec occupation de l'usine. Voilà qui devrait donner à réfléchir à ceux qui nous serinaient depuis des années que la classe ouvrière était trop endormie dans les délices de la "société de consommation" pour songer encore à se battre sérieusement.

D'autres "théories" tout aussi savantes reçoivent le plus cinglant des démentis. Si à RHODIACETA ce sont les ouvriers des équipes 4 x 8, dont les conditions de travail sont les plus dures, qui se situent à la pointe du combat, à Saint-Nazaire ce sont les mensuels qui se montrent les plus combattifs - eux que l'on considère généralement comme des privilégiés, et qui se considèrent eux-mêmes presque comme des associés du patron. La preuve est faite dans l'action qu'il n'y a qu'une seule classe ouvrière, et que ceux qui sous prétexte de réalisme mettent en avant des revendications catégorielles ne font que diviser les travailleurs pour le plus grand profit des patrons.

Il faut également remarquer que, dans la plupart des cas sinon dans tous, l'action a été entamée sur l'initiative des travailleurs, dépassant ou bousculant les appareils syndicaux. Malheureusement, une fois la grève lancée, la direction en a été laissée aux éternels cadres syndicaux, qui se sont empressés de la mener sur une voie de garage. Leurs tergiversations ont, par exemple, empêché l'occupation des usines BERLIET par les ouvriers, en donnant aux C.R.S. le temps de s'y installer en force. A Saint-Nazaire aussi bien qu'à Lyon ou à Bordeaux, l'énergie des grévistes a été dilapidée en promenades sans objet, au lieu d'être consacrée à l'extension de la lutte à d'autres catégories de travailleurs. Partout, les travailleurs ont été tenus en haleine par de prétendues négociations avec la direction - simple comédie en réalité - et poussés à reprendre le travail quand on les a jugés suffisamment fatigués. C'est ce qui explique que, dans la plupart des cas, les résultats obtenus n'ont nullement été à la mesure de l'effort consenti par les travailleurs en lutte.

Il en sera évidemment ainsi tant que les travailleurs continueront à confier leurs intérêts collectifs à des syndicats qui ne représentent, en réalité, que l'intérêt propre de leurs dirigeants. S'adresser au syndicat pour régler des formalités administratives ou des difficultés personnelles, cela peut être parfaitement raisonnable. Le laisser diriger une lutte ouvrière, et négocier avec le patron au nom des travailleurs, c'est une folie pure et simple.

Il faut se débarrasser une bonne fois de l'illusion qu'il existerait une science de la négociation, qui permettrait aux bonzes syndicaux d'obtenir des avantages pour les travailleurs. En réalité, les capitalistes ne lâchent que ce qui correspond au rapport des forces entre eux et les travailleurs; et accepter la direction syndicale, c'est toujours modifier le rapport des forces au détriment des travailleurs.

Ce qui fait peur aux capitalistes, c'est de trouver en face d'eux des travailleurs qui savent ce qu'ils veulent, et résolus à l'obtenir. Or cela ne se produit que là où les travailleurs discutent et décident eux-mêmes de l'action à mener, au lieu de se contenter d'écouter des discours et de laisser les décisions aux soi-disant spécialistes. Et la meilleure forme de négociation consiste à fixer clairement les revendications sur

lesquelles on est d'accord, et à faire savoir aux capitalistes que la source de leurs profits sera tarie tant qu'ils ne les auront pas acceptées.

Le temps ainsi économisé sur les négociations pourra être avantageusement utilisé pour entrer en contact avec les travailleurs d'autres boîtes, en vue d'élargir la lutte. En effet, la concentration du capital est maintenant telle qu'il est très difficile d'obtenir un succès important dans une entreprise ou un secteur isolé (surtout quand il s'agit d'un secteur en liquidation, comme les mines de fer). Plus le front de lutte sera large, plus les résultats pourront être positifs. Il est inutile d'attendre des syndicats qu'ils organisent cet élargissement. Seules des assemblées ouvrières démocratiques seront capables de le faire sur des bases solides, par l'intermédiaire de délégués spécialement mandatés à cet effet.

L'ENTERREMENT

La fin de la grande grève qui s'est déroulée chez RHODIACETA, à Lyon-Vaise et à Besançon, doit être connue de tous les travailleurs. Elle montre clairement le fossé qui existe entre les travailleurs les plus combattifs et les syndicats qui prétendent les représenter. Le récit qui suit a été rédigé à partir de lettres de lecteurs et aussi d'articles parus dans la presse bourgeoise, tant nationale que régionale.

Le 15 mars, alors que la grève dure déjà depuis plusieurs semaines, un protocole d'accord est signé à Lyon. Il apporte quelques garanties pour l'emploi et surtout des promesses. Le protocole est signé par les syndicats sous réserve qu'intervienne une augmentation de salaires.

Cette augmentation, d'abord fixée à 5.000 anciens francs par mois pour tous à Lyon-Vaise, a été transformée par les syndicats en une demande d'augmentation hiérarchisée de 5%. Dans la nuit du 21 au 22 mars, les syndicats acceptent la reprise du travail contre 3,80%. Patrons et cadres syndicaux espèrent la reprise du travail pour le mercredi 22, dans l'après-midi.

Le 22 au matin, à Lyon-Vaise, mauvaise surprise pour les capitulards; les piquets de grève sont en place et n'ont pas l'air décidés à partir. Comme le dit avec naïveté le "Progrès de Lyon", on attend "avec impatience" le meeting de 13 heures.

Le meeting: les dirigeants syndicaux, qui sentent le roussi, répandent de la pommade. Si TRIOUX, secrétaire fédéral C.G.T., se contente de crier victoire, son homologue de la C.F.D.T., KRUMMOW, prend bien soin de souligner que l'accord sur les salaires avantage surtout les salariés les plus défavorisés. Les deux bonzes concluent en invitant les travailleurs à rentrer à 14 heures.

Aussitôt des protestations s'élèvent: "Et Besançon? Où en sont-ils?". Les cadres syndicaux répondent qu'ils ne sont pas alors en mesure d'indiquer ce qui se passe à Besançon. "Et pour cause" ajoute le brave "Progrès de Lyon"! Il est bien certain, en effet, que des organisations qui revendiquent des centaines de milliers d'adhérents ne peuvent s'offrir le luxe d'une communication téléphonique. Seuls des provocateurs ou autres aventuriers pourraient chercher une interprétation différente.

En fait, si la situation n'est pas brillante à Lyon pour les bonzes, elle est franchement catastrophique à Besançon. Les ouvriers sont tellement mécontents de l'accord signé dans la nuit que les dirigeants C.F.D.T. doivent dire qu'il ne les satisfait pas non plus.

Mais, pour faire reprendre le travail quand même, ils proposent un referendum à bulletin secret. Devant le refus des grévistes, la C.F.D.T. fait une nouvelle proposition: organiser cette consultation lorsque sera connu le résultat de la réunion de Lyon. Violent refus des grévistes qui veulent la continuation de la grève, tout seuls s'il le faut.

Un représentant de la C.G.C., syndicat qui n'a pas encore participé à la grève, veut prendre la parole pour venir au secours de ses camarades C.F.D.T. Initiative malheureuse: il est vidé.

Quant au directeur et au chef du personnel, qui ont été pendus en effigie pendant la grève, ils sont hués alors qu'ils arrivent pour participer à une réunion dans l'usine avec les syndicats.

Pour revenir à Lyon, on comprend mieux que la question des grévistes " Et Besançon? Où en sont-ils? " soit restée sans réponse. Toujours au meeting de 13 heures, des travailleurs se mettent à crier " Au boulot! Au boulot! " mais leurs voix sont couvertes par celles des travailleurs qui veulent poursuivre la lutte et qui lancent des appels " A nous, les 4 x 8! ". Les travailleurs des 4 x 8 sont, on le sait, ceux qui assurent la filature et l'étirage des textiles artificiels dans des conditions extrêmement pénibles que des primes assez nombreuses ne compensent pas.

A 14 h. 15, toujours le mercredi 22 mars à Lyon-Vaise, le portail d'entrée est ouvert. Mais une centaine de grévistes interviennent énergiquement pour barrer le passage à ceux qui veulent reprendre le travail et, 10 minutes plus tard, arrivent à refermer le portail.

Les C.R.S. surgissent alors et paraissent prêts à cogner. Les cadres syndicaux n'arrivent pas à les calmer mais un directeur, qui comprend les dangers d'une bagarre avec des ouvriers déterminés, intervient avec plus de succès. Toutefois, il doit aussi garantir au piquet de grève que personne ne rentrera dans l'usine et la journée se termine par une victoire des ouvriers les plus conscients.

Les cadres syndicaux, en s'appuyant sur les travailleurs les moins combattifs, réussiront toutefois à faire reprendre le travail dans l'après-midi du lendemain, jeudi 23 mars. La rentrée se fait au son de l'Internationale et, hélas! de la Marseillaise. D'après un camarade de Lyon, ce n'étaient pas les mêmes qui entonnaient les deux chants, celui des ouvriers et celui des C.R.S. Ce camarade nous signale également que la veille, lorsqu'on entendait l'INTER, des éléments à brassard essayaient de la couvrir par les slogans idiots "des sous Charlot" et "sur un petit navire, il était un Premier Ministre..."

A Besançon, la grève va durer encore plusieurs jours.

On a vu quelle était la situation le mercredi soir.

Le jeudi 23, les piquets de grève sont toujours en place. Les ouvriers qui les composent ont pris la précaution de s'armer de lances à incendie qu'ils ont branchées sur le réseau d'intervention de l'usine. Ces

lances sont dirigées à la fois contre les travailleurs qui voudraient reprendre le travail et vers le débouché d'une passerelle qui enjambe le Doubs et au bout de laquelle se trouvent un certain nombre de flics.

L'après-midi, des incidents éclateront malheureusement entre les ouvriers qui veulent travailler et les piquets de grève. Les lances d'incendie des seconds répondent aux pierres des premiers.

A 18 heures, les dirigeants syndicaux font voter sur la reprise du travail. Cette dernière est décidée à la presque unanimité. Mais le vote est truqué car les ouvriers des 4 x 8, ici aussi les plus combatifs, ont été empêchés de participer au vote. Ils se déchaînent contre les cadres syndicaux.

Le vendredi 24 mars, lors de l'arrivée de la première équipe, les piquets de grève sont toujours là. Après 3/4 d'heure de supplications des syndicalistes, appuyés par l'intervention d'un commissaire de police, le piquet s'écarte. Mais, en fait, 92 ouvriers seulement sur 450 oseront reprendre le travail.

L'après-midi, les syndicats organisent un meeting en ville suivi d'un vote à bulletin secret sur la question qui leur tient tellement à coeur. 225 ouvriers se prononcent pour la reprise du travail et 206 contre. Le nombre dérisoire des votants indique bien que la majorité des travailleurs n'était pas là.

Le sens de ce meeting est clairement indiqué par le journal bourgeois "LE MONDE" qui écrivait (26-27 mars, p. 11): "Il s'agissait pour les organisations syndicales, placées devant une situation paradoxale, et certes très inconfortable, de freiner les ardeurs combatives des ouvriers des "équipes 4 fois 8".

Le samedi 25 mars, il y aura encore des absences, surtout il est vrai dans la première équipe du matin qui rentre à 4 heures.

A Lyon-Vaise, le jeudi 13 avril à 20 heures 30 une équipe des 4 x 8 a relancé la lutte. Le lendemain 1.600 travailleurs étaient en grève.

Car, malgré les encycliques papales, les rapports ministériels et les discours syndicalistes, il y a la lutte de classe. Et contre cette réalité, les discussions et les "accords" ne peuvent rien.

Pour ceux qui font semblant de s'intéresser à l'origine de nos ressources, précisons que le coût de ce bulletin (environ 70 francs) est très facilement couvert par les versements des militants et sympathisants du G.L.A.T.

En effet, contrairement aux syndicats et autres organisations bureaucratiques, nous ne touchons ni ne sollicitons aucune subvention de la part des capitalistes ou de leur Etat.

La lutte sur les docks de Marseille

L'accélération des cadences de travail, le caractère de l'embauche et de l'emploi même, provoquent sans interruption de violentes luttes sur les quais et docks de Marseille. Il n'aura fallu qu'un mois pour que les ouvriers du grand port recommencent à se battre pour leur condition de travail.

Après la signature des accords du 8 février 1967, intervenue à l'issue d'un profond mouvement revendicatif, enrayé par un lock-out de 32 jours, les dockers viennent d'interrompre la "trêve sociale" prévue pour mettre fin aux possibilités d'actions ultérieures.

Les rapports entre les divers entrepreneurs d'acconage et les travailleurs du port se sont de nouveau tendus à la suite des difficultés d'application des dispositions prises en commission de conciliation du 8 février, et le refus patronal de procéder à la création d'organismes d'hygiène. Outre que les ouvriers se battent contre les heures supplémentaires et le travail de nuit, ils développent maintenant leur action pour l'attribution de primes aux travaux sales. Une récente assemblée ouvrière a décidé que, désormais, la manutention des os broyés, des tourteaux de ricin et des caoutchouc imposait le bénéfice d'une prime journalière de 5 francs et le paiement d'une heure de douche. Les dockers exigent, aussi, qu'une prime de fin d'année et de départ en congé leur soit rapidement versée.

L'appréciation que donnent les dirigeants patronaux à cette combativité intense s'efforce de proclamer que les travailleurs ont perdu tout sens des réalités. C'est pour ramener les ouvriers à des sentiments plus raisonnables à l'égard de l'intérêt général, que les acconiers avaient décidé le lock-out du port. Toutefois, le capitalisme, qu'il soit de forme libérale et démocratique ou totalitaire, ne peut vivre et réaliser son profit séculaire sans l'exploitation de la force de travail. Il a besoin de la mise en place légale d'une Charte moderne du travail fixant et codifiant l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais par leur nouvelle action, les ouvriers viennent de dénoncer cette camisole de force que tentent de leur faire endosser patrons, partis ouvriers et syndicats.

Cette fois encore, les dockers ont pris l'initiative de la lutte directe pour l'amélioration radicale de leur condition de travail et le contrôle de l'embauche. Les ouvriers n'ont pas attendu que l'organisation syndicale (C.G.T.) lance un mouvement officiel; les bonzes syndicaux ne cessent de prêcher la modération, et envoient une délégation chez le préfet. Depuis la signature des accords passés entre les carriéristes du syndicat et les représentants des entreprises d'acconage, la C.G.T. invite les travailleurs du port à respecter scrupuleusement les négociations fixant l'allure du travail, l'embauche et les salaires.

La lutte sur les quais et docks marseillais traduit l'impossibilité des centrales à contenir plus longtemps la volonté des travailleurs d'entreprendre leur propre action d'une manière autonome. Les comités de lutte en voie de développement, émanation directe de l'action qu'ont entreprise les dockers, apparaissent, certes, sous une forme encore imprécise, mais

qui laissent entrevoir l'embryon de tendances d'organisation et de lutte encore plus efficaces et plus démocratiques.

Marseille, le 31 mars 1967.

Démocrates rénovés et ouvriers démocrates.

Le mardi 18 avril, des militants du G.L.A.T. distribuaient un tract à la porte de la GENERAL MOTORS à Genevilliers. Ils donnaient leur point de vue au sujet de la menace de licenciement qui pèse sur de nombreux travailleurs.

Quelques individus se réclamant tantôt du P.C., tantôt de la C.G.T. et même pour l'un d'entre eux de la C.F.D.T., ce qui était sans doute abusif, ont tenté de perturber la distribution. Cet incident, semblable à tant d'autres survenus au cours des très nombreuses diffusions de tracts que nous faisons et qui se soldent toujours par un échec des perturbateurs, ne mériterait pas d'être signalé si le plus excité des "démocrates rénovés" n'avait eu un trait de génie.

Il s'est mis à hurler à l'adresse des ouvriers qui rentraient: "Ne lisez pas ce texte, il émane de la Préfecture de Police". Les travailleurs ont répondu à cette calomnie en prenant presque tous notre tract et en le lisant calmement.

Nous savons très bien que parmi ces travailleurs beaucoup ne seront pas d'accord avec nos idées. Mais ce qui est important c'est qu'ils aient décidé de se faire une opinion eux-mêmes sans obéir aux ordres de pions, de flics et autres curés.

! Camarade, !

! Tu as eu un exemplaire de "LUTTE DE CLASSE". Tu voudrais peut- !
! être continuer à le lire? Mais les changements d'équipe et d'horaire !
! ne te permettent pas toujours d'être là au moment de la distribution. !

! Pour le recevoir régulièrement par la poste (gratuitement) il !
! suffit de retourner cette feuille à l'adresse indiquée au dos du bul- !
! letin, après avoir rempli les lignes ci-dessous : !

! NOM (en lettres d'imprimerie): !

! ADRESSE: !

! Notre but est de créer des liaisons entre travailleurs. !
! "LUTTE DE CLASSE" est à la disposition de ceux qui veulent don- !
! ner leur avis, ou diffuser des nouvelles de leur boîte. Nous som- !
! mes prêts à rencontrer ceux que cela intéresse, au lieu et au mo- !
! ment qui leur conviennent (nous écrire à notre adresse postale). !
! !

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que les partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique par les travailleurs qu'elle concerne ;
- que là où une tâche doit être confiée à des délégués, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, PARIS-IX^e.